



**Bureau des installations et travaux
réglementés pour la protection des milieux**
Affaire suivie par L.Fritas
Mail : linda.fritas@bouches-du-rhone.gouv.fr
Dossier n° 2026-80 APC

Marseille, le

13 MARS 2026

**Arrêté préfectoral complémentaire n°2026-80 APC concernant les travaux liés au
contournement routier Martigues-Port de Bouc, traversant l'installation de stockage de déchets
non dangereux (ISDND) de Valentoulin exploité par la Métropole Aix-Marseille Provence sur la
commune de Port-de-Bouc**

Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur
préfet de la zone de défense et de sécurité Sud
préfet des Bouches-du-Rhône

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;

Vu le décret du Président de la République en date du 19 novembre 2025 portant nomination de Monsieur Jacques WITKOWSKI en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

Vu le décret du 31 janvier 2025 portant nomination de monsieur Frédéric POISOT, en qualité de secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône, sous-préfet de Marseille ;

Vu le décret du 13 septembre 2023 portant nomination de madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

Vu l'arrêté préfectoral n°441-2008 PC du 17 décembre 2008 imposant des prescriptions complémentaires à la Communauté d'Agglomération de l'Ouest de l'Étang de Berre (CAOEB) concernant la remise en état, les garanties financières et le suivi environnemental du centre de stockage de déchets du Valentoulin sur la commune de Port de Bouc ;

Vu la déclaration de changement d'exploitant de la Métropole Aix Marseille Provence en date du 19 avril 2017 ;

Vu la demande de la Métropole Aix Marseille Provence en date du 17 juin 2025, complétée le 17 décembre 2025, portant sur les modifications des conditions d'aménagement de l'ancienne

installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) de Valentoulin en lien avec le projet de contournement autoroutier Martigues – Port de Bouc ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 16 février 2025 ;

Considérant que l'État, par maîtrise d'ouvrage de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côte d'Azur, souhaite réaliser une voie de contournement autoroutier permettant d'accéder à la zone industrialo-portuaire (ZIP) de Fos-sur-Mer ;

Considérant que parmi les tracés étudiés, il a été retenu un contournement autoroutier intégrant un passage par l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) de Valentoulin ;

Considérant que le tracé a été choisi afin de limiter autant que possible son impact environnemental, d'éviter des réseaux de pipelines et de préserver environ 6 hectares de pinède ;

Considérant que la réalisation de ce projet de contournement autoroutier entraîne des modifications des conditions de réaménagement final et de suivi post-exploitation de l'ISDND de Valentoulin ;

Considérant que la modification consiste en la création de deux nouveaux casiers de stockage, sans nouvel apport de déchets et le déplacement d'environ 95 000 m³ de déchets à l'intérieur du site ;

Considérant que les travaux induits par la traversée du site par le tracé de contournement autoroutier Martigues-Port de Bouc n'entraînent pas de modification concernant l'autorisation initialement délivrée en termes de quantité, de nature ou de périmètre de déchets stockés et ne constituent pas une modification substantielle mais notable dans la mesure où elles vont engendrer des nuisances et des risques pour les riverains pendant la phase de travaux. ;

Considérant que les dangers et inconvénients ne sont pas modifiés à l'échelle du périmètre couvert par l'autorisation environnementale ;

Considérant que les modifications apportées au réaménagement de l'ISNDN nécessitent de prendre des prescriptions complémentaires ;

Considérant qu'en application de l'article L.181-14 du code de l'environnement, l'autorité compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L.181-3 et L.181-4 à l'occasion de modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées ;

Considérant la procédure contradictoire menée auprès de l'exploitant par l'envoi du projet d'arrêté préfectoral en lettre recommandée avec accusé de réception notifiée le 10 mars 2026 ;

Considérant les observations portant sur le projet d'arrêté préfectoral reçues par courriel en date du 11 mars 2026 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

ARRÊTE

Article 1 – Exploitant titulaire de l'autorisation

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°441-2008 PC du 17 décembre 2008 imposant des prescriptions complémentaires à la Métropole Aix Marseille Provence concernant la remise en état, les garanties financières et le suivi environnemental du centre de stockage de déchets du Valentoulin sur la commune de Port de Bouc, sont abrogés à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 – Travaux-réaménagement

Le réaménagement du site de l'ISDND de Valentoulin est réalisé selon le projet décrit dans le dossier du 17 juin 2025 susvisé complété par les éléments du 17 décembre 2025.

Tout apport de déchets extérieurs au site est interdit.

Les travaux réalisés dans le cadre du réaménagement des zones de stockage portent sur la création de 2 casiers : casier 1 : dôme Nord, casier 2 : dôme Sud, dont les caractéristiques générales des zones de stockages créées sont les suivantes :

- Côte sommitale du dôme nord : 77 m NGF,
- Côte sommitale du dôme sud : 60 m NGF.
- Pente des talus : 3H/2V
- Volume de déchets déplacé : 95 000 m³

Le tableau suivant précise les caractéristiques de chaque casier (incluant les volumes de déchets et de matériaux de couverture intermédiaire) :

Casier	Superficie en fond (m²)*	Volume brut (m³)	Volumes stockés au sein des casiers créés
1 (Dôme Nord)	11 300	129 043	108 650
2 (Dôme Sud)	1 200	10 984	5 150
Total		140 028	113 800

Les nouveaux casiers 1 (Dôme Nord) et 2 (Dôme Sud) sont aménagés suivant le dossier technique joint au porter à connaissance.

La barrière de sécurité passive est dimensionnée suivant la configuration suivante qui permet d'assurer l'équivalence de la barrière de sécurité passive conformément à l'arrêté ministériel du 15 février 2016.

En fond :

La barrière de sécurité passive sera constituée de bas en haut :

- des déchets en place au droit du fond de forme des casiers créés sur les dômes Nord et Sud ;
- d'un mètre minimum de matériaux importés sur le site, de perméabilité inférieure à 1.10-9 m/s, ou dispositif équivalent ;
- d'un géosynthétique bentonitique de nature calcique de densité minimale 5 kg/m², de perméabilité inférieure à 10-10 m/s.

En flanc :

- d'un mètre au moins de matériaux, de perméabilité inférieure à 1.10-9 m/s sur 2 mètres de hauteur par rapport au fond ;

- d'un géocomposite bentonitique de nature calcique de densité minimale 5 kg/m², de perméabilité inférieure à 10⁻¹⁰ m/s.

La barrière de sécurité active se compose :

En fond :

- une géomembrane imperméable en polyéthylène Haute Densité (PEDH : 2mm) ;
- un géotextile anti poinçonnant ;
- un massif drainant (granulométrie de l'ordre de 20/40 mm) de 50 cm d'épaisseur et de perméabilité 1.10 – 4 m/s ou dispositif équivalent, et équipé de drains de diamètre suffisant permettant la collecte des lixiviats.

Sur les digues assurant la stabilité et le cuvelage des casiers, la sécurité active comprend :

- une géomembrane imperméable en PEHD ;
- un dispositif de protection type géotextile.

Sur les flancs des casiers, le dispositif d'étanchéité est recouvert de géotextile de protection ou de tout dispositif équivalent sur toute sa hauteur. Ce dispositif est résistant aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme.

Phasage des opérations de réaménagement :

Les opérations de réaménagement et transfert de déchets sont organisées en deux phases séparées .

Phase 1 :

– reprise de la couverture (décapage) des dômes Nord et Sud existants et création des nouveaux casiers 1 (Dôme Nord) et 2 (Dôme Sud) tels que définis dans le dossier modifié de décembre 2025.

Phase 2 :

- excavation au droit du dôme Sud selon le profil de la route et remplissage des casiers créés en phase 1 par les déchets excavés, pose des ouvrages de la surveillance souterraine puis réalisation de la couverture finale des casiers créés et au droit de la zone excavée ;
- aménagement des réseaux de gestion des effluents (liquides et gazeux), clôture du site et création d'un accès spécifique au sud du passage de l'autoroute ;
- création d'une plate-forme circulaire sur l'ouvrage.

De manière générale, le site remis en état présente une morphologie qui :

- permet l'évacuation des eaux pluviales vers les fossés périphériques en évitant toute accumulation d'eau sur la couverture de la zone de stockage des déchets,
- garantit la stabilité à long terme des talus,
- permet le respect des prescriptions techniques imposées par la présence des lignes Très Haute Tension qui traversent le site.

Article 2-1 Parcelles concernées

Le terrain concerné par la modification du réaménagement de l'ISDND comprend les parcelles suivantes :

– 85, 86, 142, 926, 945, 947, 948, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 956, 958, 959, 960, 961, 966, 968, 970, 971, 972 de la section C,
– 2 de la section AV,
du plan cadastral de la commune de Port de Bouc.

Article 2-2 Durée prévisionnelle des travaux – conditions d'exploitation

Les travaux se déroulent sur une durée prévisionnelle de 25 mois, comprenant une première phase pour l'apport des divers matériaux permettant la constitution des barrières de sécurité passive et active des deux nouveaux casiers 1 (Dôme Nord) et 2 (Dôme Sud), et une deuxième phase pour l'excavation et de déplacement des déchets du dôme Sud, ainsi que la mise en place des couvertures finales et de l'ensemble des dispositifs associés (réseau de biogaz, lixiviats, ...)

Les horaires de travail sont définis comme suit : du lundi au vendredi dans la fourchette horaire de 7 h à 18 h.

Durant les phases travaux, les dispositions du chapitre V – Conduite d'exploitation de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux sont applicables.

Article 2-3 Contrôles préalables à la mise en service des équipements

Les articles 18 à 20 (contrôles préalables à la mise en service des équipements) de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié susvisé sont applicables.

À cet effet, en application de l'article 20 III de l'arrêté du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux, l'inspection des installations classées procède à une visite du site avant tout transfert de déchets dans les casiers nouvellement créés, afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers préalablement transmis. Le déplacement des déchets dans les casiers ne pourra débuter que si le rapport conclut positivement sur la base des vérifications précitées.

Article 2-4 Couverture journalière

Une couche journalière des déchets d'une épaisseur de 0,20 m par des matériaux inertes est appliquée sur les nouveaux casiers chaque soir, ou à chaque interruption des opérations de déplacement des déchets.

À cette fin, une réserve minimale de matériaux inertes d'un volume global sur le site de 2 000 m³ est maintenue disponible à proximité.

Article 2-5 Couverture finale

La couverture finale des nouveaux casiers et des différents talus autoroutiers se compose comme suit de bas en haut :

Au droit des casiers créés, la couverture finale est composée de la succession suivante du bas vers le haut :

- d'une couche d'étanchéité ;
- d'une couche de drainage des eaux de ruissellement composée de matériaux naturels d'une épaisseur minimale de 0.5 mètre ou de géosynthétiques ;
- d'une couche de géosynthétiques de type accroche-terre pour la couverture des casiers en talus ;

- d'une couche de terre de revêtement d'une épaisseur minimale d'un mètre.

Dans l'attente de la mise en place de la structure autoroutière, une couverture finale spécifique est apposée sur l'emprise de la route.

Cette couverture est constituée des mêmes dispositifs que la couverture finale des nouveaux casiers, à l'exception de la couche de terre, remplacée par une couche de forme GNT 0/31,5 d'une épaisseur de 0,30 m.

Article 2-6 Végétalisation du site

La végétalisation du site sera réalisée par un enherbement sur toute la surface de la couverture finale (hors emprise routière et hors pistes) à raison de 200 kg/ha en 2 passages (150 kg/ha puis 50 kg/ha). Les espèces locales, ne nécessitant pas d'entretien spécifique, seront favorisées, ainsi que la création d'îlots bosquets pérennes avec des espèces à faible développement racinaire.

Aucune plantation d'arbre dont la hauteur pourrait dépasser 3 mètres ne sera réalisée.

Article 2-7 Gestion des nuisances et des risques en phase travaux

2-7-1 Gestion des odeurs / envols / poussières :

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour limiter les odeurs, les envols et les émissions de poussières.

Les travaux de réaménagement sont effectués sur une période la plus réduite possible afin de limiter au maximum la gêne occasionnée.

Le déplacement des déchets se fait secteur par secteur. La superficie découverte du secteur en cours d'exploitation est limitée à 7 000 m² afin de réduire les odeurs et les envols. Le compactage des déchets se fait au fur et à mesure des déchargements dans l'alvéole grâce aux plateformes de vidage créées à cet effet.

Un dispositif de pulvérisation de masquants d'odeurs fixe est mis en place au droit de la voirie. Dans les casiers en cours de réaménagement, un dispositif mobile sur tracteur diffusera régulièrement du produit masquant pendant les phases d'exploitation.

Le système de captage du biogaz avec raccordement à la torchère est fait à l'avancement des travaux.

Afin de limiter les envols de déchets, le compactage des déchets est fait par couches, au fur et à mesure des déversements qui sont effectués sur une hauteur limitée.

Des filets anti-envols sont positionnés à proximité de la zone de travaux, pouvant être déplacés en tant que de besoin.

En cas de vent fort (rafales supérieures à 60 km/h), les travaux sont suspendus et la zone d'exploitation est recouverte par des matériaux inertes, permettant de limiter les risques d'envols de déchets.

Après les périodes de vents forts, des dispositions sont prises pour déclencher au plus vite les opérations de ramassage en cas de besoin.

Les camions transportant les déchets doivent être systématiquement bâchés afin de limiter les envols et la dispersion de poussières.

Les pistes où circulent les engins de chantier sont arrosées au besoin pour limiter les émissions de poussières.

En cas de détection de déchets contenant de l'amiante, il sera procédé à l'arrosage systématique de la zone identifiée afin d'abattre les fibres volatiles. Des mesures d'empoussièrement amiante seront proposées pour la protection du personnel et des riverains.

Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules de chantier sont mises en place.

Des mesures d'éloignement des oiseaux, notamment les goélands pourront être mises en place en tant que de besoin (système d'effarouchement par exemple).

2-7-2 Gestion du trafic :

Afin de limiter le trafic de poids lourds généré par le chantier, les camions utilisés sont préférentiellement des véhicules de plus de 32 tonnes.

Afin de limiter la gêne des riverains habitant à proximité des voies d'accès au site, les apports de matériaux sont prévus dans la tranche horaire 8h-17h, du lundi au vendredi.

2-7-3 Bruit et vibrations :

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des émissions dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du code de l'environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés pour le chantier, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R.571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênants pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

2-7-4 Risques incendie – moyens de lutte :

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie dans le dossier de porter à connaissance.

L'ensemble de ces moyens doit être maintenu en bon état et vérifié une fois par an par un organisme compétent.

Les moyens de lutte incendie disponibles sont :

- stock de matériau inerte de 1 000 m³, déplacé au fur et à mesure des travaux ;
- présence d'un poteau incendie normalisé fournissant un débit de 60 m³/h à moins de 150 m de l'entrée du site ;
- durant la phase de transfert des déchets, une réserve de 30 m³ d'eau munie d'un raccord pompier de 100 mm à proximité de chaque zone de travail ;
- une réserve incendie de 120 m³ est disponible en tout temps pendant la période des travaux de réaménagement ;
- des extincteurs sont installés en nombres suffisants dans les engins.

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 7 août 2023 modifiant l'arrêté du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux s'appliquent aux travaux de

réaménagement du site (notamment art. 16 V, VI et VII, art 33 bis de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié).

L'exploitant doit assurer l'accès en tout temps (7 j/7 et 24 h/24) aux services d'incendie et de secours du site pendant l'aménagement et par la suite. Ces accès concernent les sites Nord et Sud.

L'exploitant doit s'assurer que le débroussaillage est suffisamment dimensionné et réalisé. En particulier, il n'y a aucune végétation de plus de 5 cm de hauteur dans la zone concernée par les travaux de réaménagement à l'intérieur de la clôture de l'ISDND. Une bande de 50 m mesurée au-delà de la clôture est tenue débroussaillée. Les terrains situés de chaque côté de la route d'accès à la décharge entre le pipeline et le portail sont maintenus débroussaillés sur une distance d'au moins 10 m, comptée à partir de l'axe de la route. Les terrains situés à l'extérieur de la clôture Sud-Ouest du site et délimités par le couloir de pipelines et la route d'accès au site sont maintenus débroussaillés, seuls les feuillus seront maintenus en place.

Les travaux de transfert de déchets peuvent avoir lieu en période sensible liée aux feux de forêts, en ce cas, en période définie par la préfecture les travaux devront être interrompus.

Les travaux de déplacement des déchets sont interrompus dès que les rafales de vent sont supérieures à 60 km/h.

Le porteur de projet devra se rapprocher du centre de secours de Port-de-Bouc au début de la période des travaux, afin de prendre en compte les modifications liées à l'aménagement.

Article 3 – Biodiversité

Les mesures préconisées par l'étude ECOTER datée du 7 avril 2021 (annexée au dossier de porter à connaissance) sont mises en œuvre, en particulier les mesures d'évitement et de réduction des impacts détaillées dans le cahier de mesures de l'étude précitée.

Article 3-1 Mesures d'évitement

Les mesures d'évitement concernent :

- le déplacement du nouveau dispositif de collecte des lixiviats en marge est de la bande centrale sur un secteur identifié comme d'intérêt plus faible pour la flore ;
- le déplacement des réseaux de lixiviats en bordure est de la bande centrale ;
- le déplacement de la base vie sur un secteur à moindre enjeu ;
- une réflexion sur le choix des zones de stockages de terre végétales.

Article 3-2 Mesures de réduction

Les mesures de réduction concernent :

- la conduite du chantier en milieu naturel (circulation et stationnement, limitation de l'artificialisation des sols, conditions particulières d'entreposage des terres au niveau de la bande centrale, prévention et anticipation des risques de pollution, gestion des déchets du chantier, prévention concernant l'introduction d'espèces exogènes) ;
- l'adaptation du calendrier des travaux à la phénologie des espèces (respect du calendrier défini pour chaque type d'intervention) ;
- la mise en défens (définition des limites précises du site, nettoyage des emprises avant le démarrage des travaux, définition par le coordinateur en écologie de la localisation des zones à enjeux et du positionnement exact des mises en défens qui seront installées, maintenues et régulièrement entretenues, et retirées une fois les travaux terminés) ;

- la remise en état des zones impactées par le chantier, notamment sur les zones non remaniées mais compactées par le passage répété des engins, sur les zones fortement remaniées et sur les zones excavées (ensemencement dès la première année à l'issue des travaux) ;
- la gestion des émissions de poussières lors des épisodes secs (arrosages réguliers des pistes d'accès et les emprises des travaux situées à proximité des secteurs à enjeux) ;
- le calibrage de l'éclairage des installations pour limiter la pollution lumineuse (limiter l'éclairage au strict nécessaire, installation de lampes orangées à faisceaux concentrés et orientés vers le sol) ;
- l'obstruction du sommet des poteaux creux des portails, caméras, drapeaux, clôture (uniquement pour les poteaux placés à l'extérieur et présentant une ouverture d'un diamètre supérieur à 25 mm) ;
- la mise en place d'échappatoires pour la faune au sein des bassins existants et créés (aménagement spécifique des bassins et ouvrages hydrauliques, les clôtures entourant les bassins doivent être perméables à la faune par la création de trouées de 20 x 20 cm au ras du sol ou une surélévation du grillage) ;
- la perméabilisation des clôtures entourant les emprises du projet (suppression des mailles à la base du grillage tous les 50 m environ afin de créer des trouées de 15 x 15 cm minimum. Les mailles coupées sont limées ou recourbées. Ces trouées sont renforcées par un cadre métallique) Ces mesures sont à réaliser en fin de chantier, une fois que tous les engins ont quitté le site ;
- la gestion des espaces en phase exploitation (interdiction stricte d'utilisation des produits phytosanitaires), maintien de la propreté du site, contrôle et gestion des espèces floristiques envahissantes, suivi de l'état des dispositifs écologiques, entretien des bassins selon les préconisations figurant dans le dossier ;
- l'intégration des enjeux écologiques au débroussaillage réglementaire (ne pas débroussailler les secteurs présentant des espèces floristiques vivaces protégées et/ou patrimoniales, en référence à la carte figurant dans le dossier, réaliser un débroussaillage en tenant compte des enjeux floristiques sur le reste de la bande centrale, sur le reste du site, réaliser un débroussaillage réglementaire, en coordination des actions de débroussaillage fixées par un écologue et les contraintes demandées par le SDIS) ;

Article 3-3 Mesures d'accompagnement

Les mesures d'accompagnement ci-après doivent être mises en œuvre :

- suivi du chantier réalisé par un coordinateur de chantier spécialisé en écologie ;
- suivis écologiques (évaluer les incidences de l'aménagement sur les cortèges écologiques, évaluer la reconquête des espaces aménagés, évaluer l'efficacité des aménagements et des actions de gestion et les adapter au besoin) ;
- création de gîte pour la petite faune (avant les travaux pour les gîtes situés en dehors des emprises du chantier, et après les travaux pour les gîtes situés au sein de l'emprise du projet) ;
- en fin de chantier, création de 8 mares favorables à la faune locale, à proximité du projet.

Article 4 – Gestion des eaux superficielles

En application de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux, les eaux de ruissellement du site sont collectées et

dirigées via des fossés situés en périphérie des zones de stockage ainsi que sur les différents talus, vers le bassin étanche de 3 100 m³ existant situé au centre du site. Deux autres bassins d'une capacité de 300 m³ (proche de l'entrée et enterré) et 1 050 m³ (à l'extrémité Ouest de la zone centrale du site) seront aménagés pour compléter le dispositif.

Un plan des différents bassins est joint en annexe.

Les bassins sont équipés :

- d'une vanne d'isolement avec le milieu naturel (talweg puis mer) ;
- d'un point de prélèvement d'échantillons et de points de mesures implantés dans une section dont les caractéristiques permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit homogène.

Les coordonnées des points de rejet sont les suivantes :

	X lambert 93 CC44	Y lambert 93 CC44	X lambert 2 étendu	Y lambert 2 étendu
Rejet 1 bassin existant de 3 100 m ³	1860791	3138740	814825.49	1829065.37
Rejet 2 bassin enterré de 300 m ³	1860783	3138744	814817.44	1829069.30
Rejet 3 bassin zone centrale de 1 050 m ³	1860792	3138734	814826.55	1829059.37

Les fossés de collecte et les bassins sont entretenus régulièrement afin de maintenir le bon fonctionnement du réseau.

L'exploitant prend conseil auprès de l'Entente Interdépartementale pour la Démoustication (EID) pour obtenir les informations et conseils concernant l'exploitation des bassins afin de limiter la prolifération des insectes vecteurs d'agents pathogènes.

Les eaux de ruissellement de la route passant dans l'emprise de l'installation sont gérées indépendamment du site.

Les eaux pluviales respectent les critères en concentration et en flux fixés par les tableaux 1, 2 et 3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux.

La fréquence des analyses est fixée conformément à l'annexe II - période de suivi de long terme de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux.

Article 5 – Lixiviats

Les dispositions des articles 11 et 22 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux s'appliquent.

Les lixiviats produits au sein des casiers créés sont collectés et gérés indépendamment des casiers existants via des citernes aériennes d'une capacité totale de 630 m³.

Le bassin de stockage tampon existant enterré de 800 m³ reste en place. Le suivi des lixiviats collectés dans les casiers non impactés par ces travaux de réaménagement est réalisé conformément aux dispositions de l'arrêté du 15 février 2016 modifié. Les résultats des analyses sont transmis conformément à l'article 12 du présent arrêté.

En application du III de l'article 11 susvisé, l'ensemble des lixiviats collectés sur le site est traité avant d'être rejeté dans le milieu naturel. Seuls les lixiviats respectant les critères fixés à l'annexe I de l'arrêté du 15 février 2016 modifié sont rejetés dans le milieu naturel.

La fréquence des analyses est fixée conformément à l'annexe II - période de suivi de long terme de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux. Les dispositifs de collecte et de stockage tampon des lixiviats sont entretenus régulièrement afin de maintenir le bon fonctionnement du réseau.

Coordonnées (Lambert II étendues) du point de rejet (poste de refoulement), non modifiées par les travaux:

X : 814 492,28 Y : 129 163,45

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L.1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise au préfet.

Article 6 – Surveillance des eaux souterraines

Les dispositions de l'article 13 (surveillance des eaux souterraines) de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux s'appliquent.

Dans le cadre des travaux de réaménagement, une nouvelle surveillance des eaux souterraines est mise en place, avec la création de 3 nouveaux piézomètres, 1 en amont hydraulique du site, et 2 en aval.

Les ouvrages sont implantés conformément au plan joint en annexe.

La localisation des ouvrages est la suivante :

Nom de l'ouvrage	Coordonnées (Lambert III)		
	X	Y	Z (m NGF)
Pz Amont	814699	129321	45
Pz Aval 1	814354	129051	14
Pz Aval 2	814123	129198	5

Les piézomètres doivent être réalisés dans les règles de l'art (norme NFX 10-999). Ils doivent être équipés en tube PVC 80/90 mm dépassant d'au moins 0,5 m au-dessus du terrain naturel afin de pouvoir descendre une pompe immergée 3 pouces à même de remonter les eaux.

Ils ne doivent intercepter qu'un seul niveau aquifère (différencié selon les ouvrages).

Ils doivent être isolés en tête avec mise en place d'une dalle béton réglementaire de 3 m² avec une tête de protection métallique cadénassée.

Ils doivent être nettoyés par pompage à débit croissant ou par air lift.

Les crépines (slot 1 mm) doivent être placées à la base de l'aquifère calcaire et sur les 6 m de base (+ bouchon de pieds de 1 m). Le restant doit être muni d'un tube PVC plein (depuis la surface). Au droit des crépines, il convient de mettre en place un massif filtrant siliceux lavé roulé 2/4 mm – bouchon d'argile gonflante d'au moins 0,5 m au-dessus du massif filtrant puis cimentation du restant.

Les 4 piézomètres existants seront sécurisés et rebouchés par la mise en place d'un coulis de bentonite ciment sous pression, du fond jusqu'à une profondeur de 1 m. Le sommet de l'ouvrage sera détruit et nivelé.

Les paramètres à analyser ainsi que les fréquences d'analyses, sont définis à l'article 24 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié.

Article 7 – Gestion du biogaz

Le réseau de captage de biogaz est mis en place dans l'ensemble des casiers créés conformément à l'article 12 de l'arrêté du 15 février 2016 modifié et est relié à la torchère existante.

Durant la phase travaux, afin de limiter le risque d'explosion d'une poche de biogaz, des mesures d'explosimétrie de méthane à proximité des puits de biogaz sont effectuées régulièrement.

Le contrôle des équipements est effectué conformément à l'article 21 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié.

Les modalités de suivi du biogaz et des dispositifs associés, ainsi que les fréquences d'analyses sont définies conformément à l'annexe II - période de suivi de long terme de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux.

Description du point de rejet et valeur limite d'émission :

Type de rejet : torchère

Débit nominal : 700 Nm³/h

Diamètre : 1 400 mm environ

Hauteur : 7 m environ soit 30,3 m NGF environ

Coordonnées (Lambert II étendues) : X 814 499,28 Y : 129 164,83 Z : 23,3

La qualité du biogaz rejeté par les équipements d'élimination du biogaz n'excède pas :

SO₂ (si flux supérieur à 25 kg/h) : 300 mg/Nm³

CO : 150 mg/Nm³

Article 8 – Suivi topographique, contrôles de la stabilité des talus, suivi de l'intégration paysagère

L'exploitant réalise l'entretien du site et des contrôles réguliers sont effectués, à une fréquence minimum annuelle concernant :

- la stabilité des talus et la bonne tenue de la couverture finale ;
- l'évolution des tassements par levé topographique ;
- la reprise de la végétalisation du site.

Le réaménagement ne doit pas conduire à diminuer de manière significative le niveau de sécurité des talus aux glissements. En cas de détection d'amorce de glissement ou de tassement inhabituels, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées et met en œuvre les mesures correctives nécessaires.

Ces contrôles sont suivis, si besoin, d'actions correctives et font l'objet d'une transmission annuelle à l'Inspection des installations classées conformément à l'article 12 du présent arrêté.

Article 9 – Risques incendie en période post travaux de réaménagement

Les dispositions de l'article 2-7-4 Risques incendie – moyens de lutte restent applicables à l'exception des dispositions concernant la phase travaux.

Article 10 – Clôture – accès

Les dispositions de l'article 16 I de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié s'appliquent, de ce fait la clôture existante est maintenue.

L'entrée actuelle du site est conservée pour accéder à la partie du site au Nord de la route. Une nouvelle entrée est créée pour accéder à la partie du site côté Sud de la route.

Une nouvelle clôture est installée le long du tracé routier afin d'interdire l'accès aux zones de stockage de déchets.

Article 11 – Mémoire de fin de travaux

Dès la fin des travaux de réaménagement du site, l'exploitant transmet au préfet un mémoire récapitulatif de l'ensemble des travaux réalisés accompagné d'un plan topographique du site.

Article 12 – Suivi post exploitation – Période de surveillance des milieux

Une nouvelle période de suivi post-exploitation débute à la fin des travaux de réaménagement du site.

Le suivi est réalisé conformément aux articles 36 à 38 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux.

L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets. Il comprend au minimum le contrôle des lixiviats, des rejets gazeux et des eaux de ruissellement, selon les modalités définies en annexe II 1 de l'arrêté susvisé.

La surveillance des eaux souterraines est réalisée à partir des 3 nouveaux piézomètres définis à l'article 6 du présent arrêté, et conformément à l'article 24 et à l'annexe II 2 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié.

Les résultats des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées au premier trimestre de l'année suivante, et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié, accompagnés des informations sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Tous les résultats de ces contrôles sont archivés par l'exploitant jusqu'à la fin de la période de surveillance des milieux.

Article 13 – Garanties financières

En application des articles L.516-1, R.516-1 à R.516-6 du code de l'environnement, l'exploitant constitue les garanties financières destinées à couvrir les coûts relatifs à :

- la surveillance du site ;
- les interventions en cas de pollution du site ou d'accident ;
- la remise en état du site.

L'exploitant est tenu de mettre en œuvre les garanties financières jusqu'à la fin de la période de suivi de 25 ans à compter de la fin des travaux de réaménagement.

Le montant des garanties financières a été établi et calculé selon la méthode forfaitaire globalisée sur la base de l'index TP01 en vigueur en 2008 (date de la cessation d'activité du site).

Le montant de ces garanties financières actualisé avec l'index TP01 de septembre 2025 pour chaque période est défini ci-dessous :

Périodes	Montant TTC en euros Indice TP01 de septembre 2025
Période 1 : fin d'exploitation et jusqu'à la date N (travaux de réhabilitation achevés)	5 465 003,93 €
Période 2 : année N à N+5ans	4 098 753,30 €
Période 3 : année N+5ans à N+15ans	3 074 065,33 €
Période 4 : année N+15ans à N+20ans	3 043 324,42 €
Période 5 : année N+20ans à N+25ans	2 894 171,05 €

Article 13-1 Établissement des garanties financières

Dans un délai de un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet le document attestant la constitution des garanties financières établi dans les formes prévues par l'arrêté du 31 juillet 2012 modifié relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 13-2 Renouvellement des garanties financières

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté du 31 juillet 2012 modifié.

Article 13-3 Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :

- tous les 5 ans au prorata de la variation de l'indice TP 01,
- sur une période au plus égale de 5 ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

Article 13-4 Appel des garanties financières

En cas de défaillance de l'exploitant, le préfet peut faire appel aux garanties financières :

- lors d'une intervention en cas d'accident ou de pollution mettant en cause directement ou indirectement les installations soumises à garanties financières ;
- pour la mise sous surveillance et le maintien en sécurité des installations soumises à garanties financières lors d'un évènement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement.

Article 13-5 Levée de l'obligation des garanties financières

En application de l'article R.516-5 du code de l'environnement, le préfet détermine, dans les formes prévues à l'article R.181-45, la date à laquelle peut être levée, tout ou partie, l'obligation de garanties financières, après consultation des maires des communes intéressées. Le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garantie.

Article 14 – Usage futur du site et projet de servitudes d'utilité publiques

À l'issue de la période de post exploitation, l'usage futur du site défini lors de l'arrêt de l'exploitation en 2008, reste inchangé à savoir l'intégration dans le parc de Castillon (espace naturel), à l'exception de la zone occupée par l'infrastructure autoroutière.

En application des articles L.515-8 et suivants du code de l'environnement, au moins trois mois avant la fin des travaux de réaménagement du site, l'exploitant adresse au préfet un dossier complet et spécifique relatif au projet de servitudes d'utilité publiques à instituer sur le site réaménagé pour permettre au minimum :

- l'interdiction d'implantation de constructions ou d'ouvrages susceptibles de nuire à la conservation de la couverture du site et à son contrôle ;
- la protection des moyens de captage et de traitement du biogaz, des moyens de collecte et de traitement des lixiviats et des eaux de ruissellement ;
- le maintien durable du confinement des déchets ;
- les limitations des usages du sol en tenant compte des risques sanitaires.

Le dossier de projet de servitudes sera instruit conformément aux dispositions des articles R.515-92 à R.515-96 du code de l'environnement.

Article 15 – Gestion de la route

Une convention est signée entre le gestionnaire de la route et la Métropole Aix Marseille Provence afin de définir les responsabilités de chaque, et fixer les modalités nécessaires à la bonne réalisation du suivi de post-exploitation du site de stockage (réseau de biogaz passant sous la route, gestion des eaux de ruissellement de la route, éboulement du talus sur la route, etc.). Cette convention est tenue à disposition de l'inspection de l'environnement.

Article 16 – Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations du présent arrêté ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article : L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 17 – Publication

En vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Port de Bouc et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de Port de Bouc pendant une durée minimum d'un mois ; un procès-verbal d'accomplissement de cette formalité d'affichage est dressé par les soins du maire.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône pendant une durée minimale de 4 mois.

Article 18 – Voies et délais de recours

Conformément à l'article R.181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Marseille par voie postale (31 rue Jean François

Leca, 13002 Marseille) ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Pour les décisions mentionnées à l'article R.181-51 du code de l'environnement et suivant les modalités de ce même article, les recours contentieux et les recours administratifs s'y rapportant doivent être obligatoirement notifiés à l'auteur de la décision et au bénéficiaire sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux ou de non prorogation du délai de recours contentieux. Il en va de même pour les recours en annulation ou réformation des décisions juridictionnelles s'y rapportant. À ce titre, l'affichage et la publication de la décision concernée mentionnent cette obligation légale et réglementaire.

Article 19 – Exécution

- le secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône
 - le sous-préfet d'Istres
 - la présidente de la Métropole Marseille-Aix Provence
 - le maire de Port de Bouc
 - le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur,
 - le directeur départemental des territoires et de la mer des Bouches-du-Rhône
 - le directeur du service départemental d'incendie et de secours des Bouches-du-Rhône
 - le directeur de l'agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur,
- et toutes les autorités de police et de gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale adjointe



Marie-Pervenche PLAZA

